

Questions au Feuilleton

4. Cinq cent mille dollars.

5. Le comité a été constitué le 23 juin 1983 et doit remettre son rapport le 31 décembre 1984.

LES NOUVELLES COTISATIONS AU TITRE DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

Question n° 456—M. Blenkarn:

1. En 1979, des vérificateurs du ministère du Revenu national ont émis de nouvelles cotisations au titre de l'impôt sur le revenu et, si oui, combien de contribuables ont été recotisés?

2. Combien de nouvelles cotisations a) ont été annulées, b) ont entraîné un litige, c) ont été confirmées par les tribunaux?

Question n° 457—M. Blenkarn:

1. En 1980, des vérificateurs du ministère du Revenu national ont émis de nouvelles cotisations au titre de l'impôt sur le revenu et, si oui, combien de contribuables ont été recotisés?

2. Combien de nouvelles cotisations a) ont été annulées, b) ont entraîné un litige, c) ont été confirmées par les tribunaux?

Question n° 458—M. Blenkarn:

1. En 1981, des vérificateurs du ministère du Revenu national ont émis de nouvelles cotisations au titre de l'impôt sur le revenu et, si oui, combien de contribuables ont été recotisés?

2. Combien de nouvelles cotisations a) ont été annulées, b) ont entraîné un litige, c) ont été confirmées par les tribunaux?

Question n° 459—M. Blenkarn:

1. En 1982, des vérificateurs du ministère du Revenu national ont émis de nouvelles cotisations au titre de l'impôt sur le revenu et, si oui, combien de contribuables ont été recotisés?

2. Combien de nouvelles cotisations a) ont été annulées, b) ont entraîné un litige, c) ont été confirmées par les tribunaux?

L'hon. Pierre Bussièrès (ministre du Revenu national):

1.	Année	Nombre de nouvelles cotisations			
	1979/1980	255,349			
	1980/1981	255,169			
	1981/1982	253,710			
	1982/1983	328,500			
2.		1979/80	1980/81	1981/82	1982/83
a)	Oppositions admises intégralement	6,693	7,080	9,106	12,961
b)	Causes soumises aux tribunaux	1,855	1,958	1,989	2,614
c)	Nouvelles cotisations confirmées par un tribunal	721	961	920	833

TRAVAUX PUBLICS—LES ENGAGEMENTS CONTRACTUELS AU CHAPITRE DES BAUX

Question n° 498—M. Howie:

Le gouvernement tient-il des dossiers indiquant l'étendue de ses engagements contractuels pour chaque année financière après 1983-1984 au titre des baux et autres biens et services et a) sinon, pourquoi, b) dans l'affirmative, pour chaque année, quelle est la valeur monétaire de ces engagements contractuels?

M. John Evans (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Les ministères des Travaux publics et des Approvisionnements et Services m'informent comme suit: au chapitre des baux, oui; au chapitre des biens et services, non.

a) Le ministère des Approvisionnements et Services, étant le contracteur principal du gouvernement pour les biens et services, ne tient pas de registre du montant global des engagements à long terme. Pour fournir un montant global, chaque ministère devrait regarder chacune des transactions individuellement ce qui, en temps et en argent serait prohibitif.

b) Engagements contractuels—baux Montants en dollars

Avril 1983—mars 1984	249,006,958.55
Avril 1984—mars 1985	255,928,094.43
Avril 1985—mars 1986	179,058,721.03
Avril 1986—mars 1987	144,100,263.88
Avril 1987—mars 1988	111,737,303.33
Avril 1988—mars 1989	86,633,864.71
Avril 1989—mars 1990	65,513,495.86
Avril 1990—mars 1991	62,343,993.63
Avril 1991—mars 1992	60,805,696.81
Avril 1992—mars 1993	50,819,331.27
Avril 1993—mars 1994	33,753,062.68
Avril 1994—mars 1995	27,569,510.50
Avril 1995—mars 1996	24,269,226.76
Avril 1996—mars 1997	23,003,479.63
Avril 1997—mars 1998	22,687,355.65
Avril 1998—mars 1999	22,687,354.65
Avril 1999—mars 2000	22,687,321.65
Avril 2000—mars 2001	22,687,321.65
Avril 2001—mars 2002	22,687,321.65
Avril 2002—mars 2003	22,687,321.65
Avril 2003—mars 2004	22,687,321.65
Avril 2004—mars 2005	22,687,321.65
Avril 2005—mars 2006	22,687,321.65
Avril 2006—mars 2007	22,687,321.65
Avril 2007—mars 2008	22,687,321.65
Avril 2008—mars 2009	22,687,321.65
Avril 2009—mars 2010	22,687,321.65
Avril 2010—mars 2011	22,687,321.65
Avril 2011—mars 2012	16,838,431.00
Avril 2012—mars 2013	16,838,431.00
Avril 2013—mars 2014	16,838,431.00
Avril 2014—mars 2015	18.00
Avril 2015—mars 2016	18.00
Avril 2016—mars 2017	18.00
Avril 2017—mars 2018	18.00
Avril 2018—mars 2019	18.00
Avril 2019—mars 2020	18.00
Avril 2020—mars 2021	18.00
Avril 2021—mars 2022	18.00
Avril 2022—mars 2023	18.00
Avril 2023—mars 2024	18.00
Avril 2024—mars 2025	18.00
Avril 2025—mars 2026	18.00
Avril 2026—mars 2027	18.00
Avril 2027—mars 2028	18.00
Avril 2028—mars 2029	18.00
Avril 2029—mars 2030	18.00

Les montants qui figurent ci-dessus comprennent les marchés locatifs à court terme de la Couronne et les marchés de bail-achat à long terme; ces derniers visent généralement une période pouvant aller jusqu'à 35 ans, ce qui explique la réduction subite des engagements à partir de l'année 2014. De plus, ces montants ne comprennent pas les coûts de fonctionnement et autres coûts qui ne peuvent être engagés que sur une base annuelle, au début de chaque année financière. Il est à remarquer que le montant des engagements varie de mois en mois en raison de la signature de nouveaux baux et de la résiliation des anciens.